

Résolution de la VII Convention du Bloc de Gauche

Unir forces pour l'emploi et contre la banqueroute

Sans une rupture avec les orientations que notre pays continue à suivre — cette rupture que le Bloco de Esquerda (BE) a proposée avec sa motion de censure (1) — les années qui viennent promettent encore plus de spéculation contre la dette souveraine et plus de pression contre la vie sociale.

Cet horizon n'est pas une fatalité. Par la lutte, notre pays peut vaincre le chantage des marchés financiers. Les puissantes manifestations du 12 mars (2) ont ouvert une période d'intense résistance populaire. La force de cet appel montre, néanmoins, que la gauche est obligée de faire plus et mieux pour mobiliser l'alliance sociale et intergénérationnelle qui doit se former pour l'emploi et contre la récession.

Ouvert aux signaux que lui envoie la société, disposé à apprendre et engagé au côté des aspirations populaires, le BE est la principale force dont la gauche a besoin pour construire une alternative à la régression sociale. Nous nous battons aux prochaines élections au nom d'une urgence : le Portugal a besoin d'une politique de gauche et d'un gouvernement de gauche. Il est possible de gagner.

1. La précarisation est la clé de la question sociale

1.1. Le Portugal a subi la récession en 2009 et y revient en 2011, avec plus de 700 000 chômeurs. Les « précachômeurs » — sans-emploi et employés sous divers contrats précaires — constituent presque la moitié des travailleurs de notre pays et une grande partie d'entre eux sont jeunes et qualifiés. Notre pays abandonne les jeunes générations.

1.2. La récession a été présentée comme la « cure d'amaigrissement » dont l'économie aurait besoin pour être relancée. Mais la récession attaque l'économie et favorise le transfert de richesses du travail vers le capital, en réduisant le salaire direct et le salaire indirect (coûts accrus pour les usagers de la santé, de l'éducation et des transports, et coupes dans les aides sociales).

1.3. L'austérité impose la peur dans les relations de travail, généralise la précarité et les contrats atypiques, menace les conventions collectives et rend moins coûteux les licenciements.

1.4. Le précaire partage avec le mouvement ouvrier organisé la clé de la riposte sociale à la crise économique. Sa mobilisation est décisive pour la création d'un mouvement populaire qui affronte la récession avec l'alternative sociale du plein emploi.

2. La dette est la clé de la question politique

2.1. L'aggravation de la crise de la dette souveraine a deux raisons immédiates : le déficit provoqué par la nationalisation des pertes des banques et le poids énorme de la dette extérieure. Le problème structurel de l'économie portugaise a été aggravé ces dix dernières années : une croissance médiocre et l'accentuation de l'inégalité ont engendré un cycle de régression sociale.

2.2. La dette extérieure totale dépasse les 400 milliards d'euros. La plus grande partie de cette dette est privée. Les taux usuraires assurent des revenus sans risques au capital financier. La banque portugaise, qui détient un tiers de la dette récente, est une des principales bénéficiaires.

2.3. Il existe encore une autre dette tout aussi abusive : les partenariats public-privé (PPP), qui garantissent des contrats de 50 milliards sur des décennies. Ces PPP résultent de la corruption légale de l'État, qui assure des concessions dont le taux aboutit au doublement de la dette publique. Il faut les renégocier.

2.4. La dette renforce un mécanisme fondamental d'accumulation du capital : le peuple paie des impôts qui servent à payer des banques (allemandes, françaises, espagnoles et portugaises) qui détiennent des crédits de dette souveraine d'un montant égal au PIB national. Il s'agit là d'une expropriation violente : depuis 2005, ce sont plus de 20 milliards d'euros qui ont été payés pour le seul effet boule de neige de la dette. Cette dette n'est pas supportable et doit faire l'objet d'un audit et être restructurée pour en baisser les taux.

2.5. L'augmentation du déficit de l'État ne peut se comprendre en dehors des effets dévastateurs que la crise financière a eus sur l'économie nationale. Mais la dimension extérieure n'explique pas tout. Il est inacceptable que le déficit soit aussi le résultat du soutien à la finance et à l'exonération fiscale des dividendes de la fin 2010, des bénéfices de l'offshore de Madère (3) et de l'inégalité fiscale persistante entre le capital et le travail.

2.6. L'accord entre le gouvernement et le PSD (7) pour la privatisation de 18 nouvelles entreprises, y compris des monopoles naturels et des parties d'entreprises stratégiques, génère des déficits accrus à l'avenir et fragilise les services publics.

2.7. Le BE n'accepte pas le cercle vicieux de la récession. Rompre le cycle de l'endettement, c'est en finir avec le transfert d'argent de nos impôts vers les spéculateurs et infliger une défaite à la politique qui transforme la dette privée en dette publique. La solution pour l'économie, c'est le plein emploi et la justice sociale.

3. L'UE entre désagrégation et refondation

3.1. L'UE a réagi à la crise financière en investissant 11 % du PIB européen dans le sauvetage des banques et seulement 2 % dans les économies. La récession a été le résultat de la déréglementation et des privatisations dans les marchés financiers, à quoi sont venus s'ajouter de mauvais choix à claire signification de classe. Bruxelles et les gouvernements sont directement responsables de 8 millions de nouveaux chômeurs et d'une augmentation de la pauvreté sans précédent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

3.2. La crise est entrée dans une nouvelle phase, celle des dettes souveraines. Cette mutation s'est produite parce que le sauvetage des banques a été une opération de transformation de dettes privées en dette publique. C'est des peuples que l'on exige le paiement des dettes contractées par les banques.

3.3. Cette crise, qui attaque les économies périphériques de l'UE, est la partie émergée de la crise de l'euro. L'euro a été créé sans mécanismes de compensation budgétaire pour les considérables écarts de pouvoir économique entre pays adhérents. Cette orientation reste inchangée, bien que la crise en révèle la conséquence la plus dramatique : la divergence entre économies excédentaires et celles qui ont un déficit extérieur ne cesse de s'aggraver.

3.4. Les orientations actuelles en matière de politique monétaire et de coordination budgétaire — en particulier les mécanismes de sanctions pour déficit excessif, qui aggravent les problèmes qu'on prétend vouloir résoudre — enterrent l'idée de cohésion et de convergence sociale dans l'espace européen. D'un autre côté, l'attitude subalterne des gouvernements des pays périphériques ne blesse pas seulement les notions de dignité nationale, elle est aussi irresponsable au vu de la facture sociale imposée aux peuples concernés.

3.5. Avec des mois de retard, l'UE a réagi aux difficultés de la Grèce et de l'Irlande. La facture imposée à la Grèce est en train de provoquer une récession grave, sans que les taux ou la dette aient diminué. Avec l'Irlande, l'UE s'est servie, pour la première fois, du fonds associé au FMI, qui prend 3 % de plus que ce que la BCE prête à la Roumanie ou à la Hongrie. Mais, principalement, le prêt a des contreparties draconiennes sur les salaires, alors qu'il protège le dumping fiscal irlandais. L'intervention du fonds européen et du FMI est de ce fait cohérente avec le chantage de Merkel

contre les économies périphériques, visant avant tout à garantir le remboursement des plus grandes banques qui ont spéculé contre les dettes nationales.

3.6. Le Portugal maintenant, et ensuite l'Espagne et l'Italie, se trouvent sous la menace de ce genre de plans. La poursuite de cette politique met en cause l'euro lui-même et, en dernière instance, l'économie allemande et européenne.

3.7. Face à ces difficultés, le Bloco de Esquerda refuse la réponse nationaliste de sortie de l'euro. Aujourd'hui, sa seule conséquence serait une dépression prolongée sans alternatives réelles d'autonomie vis-à-vis des marchés financiers, qui accentuerait la chute des salaires et des pensions sans réduire la dépendance.

3.8. L'alternative exige l'articulation entre le niveau européen et le niveau national : au Pacte de Stabilité doit être substitué un Accord pour l'Emploi ; la coordination basée sur des sanctions doit céder la place à une coopération qui mettra l'investissement public en dehors du calcul du déficit et qui soutiendra l'économie contre la spéculation, grâce à l'émission d'euro-obligations et à la politique monétaire pour supporter les dettes souveraines ; et le mécanisme de financement dont l'Union a besoin est celui d'un budget soutenu par la taxation des transactions financières.

3.9. L'Union ne survivra comme espace économique et politique que si elle est capable de se refonder comme démocratie basée sur la solidarité, la convergence sociale, la soutenabilité environnementale et la paix.

3.10. L'UE doit refuser les ambitions militaristes et impérialistes telles que celles que l'Otan continue à nourrir, et le Portugal doit sortir de cette alliance militaire et retirer ses troupes d'Afghanistan.

4. Un monde de changements brusques

4.1. La récession mondiale a mis en évidence l'action du libéralisme, avec l'éclatement de graves scandales bancaires et le recours désespéré à la main visible de l'État pour socialiser les pertes financières. Les effondrements de l'Islande ou de l'Irlande démontrent la faillite de ce modèle et de la théorie libérale.

4.2. La liberté illimitée de circulation des capitaux est la principale source d'inégalité et de crises dans le monde. Depuis la grande récession de 1973-74, l'économie mondiale a subi un virage et est entrée dans une longue période de récessions fréquentes. La dérégulation financière des années 1980 a accru la financiarisation du capitalisme et son effet de levier, accentuant l'instabilité et la spéculation. C'est pourquoi nous connaissons une longue période de croissance médiocre dans le premier monde (4), avec le renforcement du pouvoir de la finance et, finalement, la délocalisation des principaux centres de production.

4.3. La crise actuelle a révélé les limites du cycle de l'hégémonie économique de la triade États-Unis/UE/Japon. Nous sommes entrés dans l'ère de la mondialisation à géométrie variable, avec l'émergence des pays sous-continentaux, Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud et Russie. En fait, la dernière crise a été amortie par la croissance de ces espaces économiques, ce qui a évité des cassures encore plus brutales dans les exportations, particulièrement à l'Allemagne.

La perte d'importance de l'Europe et du Japon contraste avec la relation de compétition et de partenariat privilégié entre les États-Unis et la Chine. Ce cadre accentue les tendances à la désagrégation dans l'UE et la zone euro.

4.4. En Amérique latine, il s'est trouvé des États pour imposer des renégociations de la dette extérieure. L'économie de cette région, en général, a résisté à la récession mondiale.

4.5. La même chose n'a pas eu lieu au sud de la Méditerranée et dans le monde arabe, où la crise a multiplié les appétits des élites gouvernantes, aggravant l'extorsion sur les populations. La question

sociale a été à la base des révoltes populaires et de la révolution au nom de l'aspiration démocratique contre les régimes autoritaires.

Cette révolution par contagion connaîtra des développements différents selon les pays et exige le rejet d'interventions militaires impériales. Le triomphe de la démocratie accentuera le déclin du pouvoir d'Israël et des États-Unis dans la région. L'Europe peut accompagner cette perte d'influence en respectant la fidélité atlantique, ou y réagir en proposant un contrat méditerranéen pour les Droits humains et l'intégration par des projets sociaux, économiques et environnementaux.

4.6. Le capitalisme s'est révélé toxique, tant dans les rapports sociaux qui détruisent des millions de travailleurs et dans le rapport prédateur avec la nature qui détruit l'avenir de la planète, que dans l'inégalité qu'il crée à travers le monde. Le socialisme est la politique de l'égalité et de la responsabilité.

5. La lutte contre la droite

5.1. C'est sur l'expérience faite par la population que se dispute l'hégémonie des idées dans la société. Si la précarisation venait à se généraliser, si l'action collective et syndicale se désagrègeait, si la crédibilité des services publics était dégradée et que l'inégalité fiscale entre travail et capital continuait à être protégée, alors la droite aurait gagné. Mais c'est justement là que peut être gagnée la bataille : si les politiques de droite veulent démanteler l'État social, la gauche veut le développer. La politique de récession veut imposer, en cette deuxième décennie du siècle, une époque d'appauvrissement des travailleurs, de marginalisation des pauvres et de mise hors la loi des immigrés, en désarticulant les fonctions sociales de l'État. La confrontation est idéologique parce qu'elle est politique et se tranche entre la privatisation ou la socialisation des biens essentiels à la vie et à la démocratie.

5.2. De la capacité redistributive de l'État dépend non seulement la justice fiscale mais aussi les services publics. Dans les dernières années, la crise a été payée par ceux qui ont perdu leur emploi, leur salaire et leurs droits tout en rendant des services. Avant la crise, il n'y a jamais eu de « partage des sacrifices ». Cette répartition n'a jamais touché le capital financier. Le BE insiste : l'heure est venue de commencer à faire payer la crise à ceux qui l'ont causée. Nous avons une finance droguée à la spéculation et aux offshores, habituée à mettre l'État à son service grâce aux partenariats, aux privatisations et aux avantages fiscaux. C'est elle qui doit payer.

5.3. Le troisième aspect de la lutte d'idées que le BE doit prendre en considération est celui de la croissance du populisme et de l'autoritarisme. En Europe, ce phénomène est centré sur l'exploitation de l'égoïsme social et est exprimé par des partis de la nouvelle droite et de l'extrême droite qui ont une force électorale. Au Portugal, l'attrait pour des idées anti-politiques s'est accru, mais ne s'est pas cristallisé d'une façon spécifique. Cet attrait résulte de l'échec de la politique elle-même en tant qu'exercice du pouvoir et réponse aux difficultés qu'affrontent les gens.

5.4. Le populisme et l'autoritarisme croissent à chaque fois que les gouvernements aggravent la crise sociale et abdiquent le combat contre la corruption. Mais le populisme croît aussi si les responsables politiques défendent des projets de réduction du nombre d'élus, que ce soit pour écarter des oppositions ou pour gagner facilement des voix par des discours uniformisateurs sur les choix en démocratie. En valorisant la lutte politique comme forme d'émancipation, le BE dispute à « l'anti-politique » l'espace qu'elle a conquis parmi des secteurs du peuple en butte à la crise sociale. Le BE ne laisse pas tomber le peuple qui s'abstient et n'y croit plus, et ne l'abandonne pas à de putatives aventures politiques. Et nous donnons l'exemple : dans la clarté et avec responsabilité, nous combattons, en Europe et au Portugal, les avantages et privilèges qui dégradent l'image de la politique aux yeux des citoyens.

5.5. La réponse à la récession n'est ni le nationalisme ni le populisme autoritaire, mais la stratégie sociale pour une économie de plein emploi. Ce n'est pas le retour en arrière, mais la lutte contre la

précarisation de la vie sociale. Ce n'est pas la fermeture, mais la coopération européenne dans la lutte sociale.

6. La politique du socialisme

6.1. Le problème du Portugal, c'est sa bourgeoisie. L'objectif du socialisme, c'est de battre les maîtres du Portugal.

6.2. Tout au long du XX^e siècle, l'État a construit la classe dominante, en finançant l'accumulation du capital, en assurant l'exploitation du travail à bon marché, en conservant les colonies et leurs matières premières et, quelques années après le 25 Avril (5), en garantissant sa reconstitution grâce aux privatisations qui ont donné forme aux principaux groupes économiques actuels. Deux cents multimillionnaires, financiers et bénéficiaires des contrats de l'État, sont les principaux gagnants grâce à cette protection. Le groupe Espírito Santo (6) est aujourd'hui le tentacule le plus puissant de cette pieuvre d'intérêts.

6.3. Ce pouvoir vit du privilège et étend les affrontements de classes à tous les domaines : le fisc recouvre cinq fois plus d'impôts sur le travailleur et le consommateur que sur les profits ; la politique du logement favorise l'endettement et transforme les banques en véritables propriétaires du pays ; les soutiens sociaux aux pauvres sont réduits alors qu'on nationalise les dégâts des effondrements financiers.

6.4. Les partis de droite, PSD (7) et CDS (8), sont les représentants politiques de ce régime. Ils sont porteurs d'un programme de privatisation sociale de l'économie. La droite veut soumettre à la loi du marché les dépenses d'éducation et de santé et la sécurité sociale qui, ensemble, représentent 30 % du PIB. C'est un très vaste programme de remise des nécessités vitales de notre pays aux groupes économiques dans des secteurs à rentabilité garantie.

6.5. Ces dernières années, l'hégémonie idéologique conservatrice dans la société portugaise a connu quelques défaites. La légalisation du mariage entre personnes du même sexe a été l'une des plus importantes, en affirmant le respect pour le choix des personnes contre les préjugés discriminatoires, en dépit de la restriction maintenue de leur droit à être candidats à l'adoption. Les lois sur la parité, le divorce ou l'enregistrement de l'identité de genre accentuent elles aussi cette culture de respect.

6.6. Le PS est un parti converti au libéralisme et une machine technocratique d'exercice du pouvoir, malgré les soutiens sociaux contradictoires qu'il agrège. Face à la crise de la dette, on a vu se renforcer le poids de la stratégie libérale. La direction du PS veut conserver son rôle dans l'alternance qui gouverne notre pays depuis 35 ans, avec une politique qui impose l'augmentation des impôts, généralise les coupes dans les aides sociales et facilite les licenciements. Cette politique a un objectif stratégique qui coïncide avec celui de la droite : assurer le transfert de richesses du travail vers le capital.

6.7. Le BE rejette toutes les illusions à propos d'une alliance avec un « autre PS » qui n'existe pas. Il y a des voix de gauche au PS, mais il s'agit d'un parti qui depuis longtemps a sacrifié le socialisme et même la tradition social-démocrate européenne sur l'autel de la « troisième voie » des politiques libérales, et c'est pourquoi nous mettons le PS et son électorat face à la faillite de son programme politique. Seule la rupture avec la voie des politiques libérales et, en conséquence, le changement de la carte politique de notre pays permettra d'ouvrir la voie d'une politique de gauche.

6.8. Le PCP représente une partie de l'histoire et de l'organisation du mouvement ouvrier portugais. Dans la lutte contre les mesures libérales et en défense des salariés et de l'emploi, le PCP et le BE ont pris des positions convergentes et cela représente beaucoup à nos yeux.

6.9. Entre le BE et le PCP il y a des différences notables. Concernant la politique unitaire, le BE considère que la lutte sociale ne peut abandonner l'objectif de gagner, et qu'elle exige donc le

rapprochement des gauches qui ont des idéaux différents. Aucun parti minoritaire ne sera capable à lui tout seul d'appliquer une politique socialiste. Toutes les contributions à l'unité sont des chemins vers la majorité. Concernant l'idéologie, pour le BE le socialisme est la garantie de la fin de l'exploitation, et donc, de la démocratie économique et politique, ce qui exclut la censure et affirme le pluripartisme et les droits syndicaux et autres. Nous relevons, dans ce contexte, que le PCP ne prend pas de distance vis-à-vis du PC chinois et d'autres régimes répressifs.

7. Rassembler les forces à gauche

7.1. L'axe de la politique nationale est l'accord de régime entre le PS et le PSD, successivement exprimé dans la continuité des politiques économiques, dans les révisions constitutionnelles, dans l'organisation du pouvoir, dans l'UE et l'Otan. Le projet d'un gouvernement PSD-PS-CDS naît de cette crise de régime. La gauche socialiste veut substituer à cet axe un autre qui représente une majorité pour la justice économique, ce qui exige une politique contre la récession.

7.2. La lutte pour les services publics et contre la politique de la banqueroute est au centre de l'action du BE. C'est sur ce terrain, où la capacité de mobilisation du peuple est la plus grande, que l'on peut rechercher des alliances et des alternatives pour une politique socialiste.

7.3. Le BE a présenté une motion de censure quand le gouvernement a présenté à la concertation sociale des mesures pour faciliter les licenciements. Nous l'avons fait en présentant des alternatives concrètes pour combattre le chômage et la précarité, au moment où de très nombreux jeunes se dressaient contre la résignation.

7.4. Cette extraordinaire mobilisation démontre qu'il est possible de construire une alliance sociale capable de disputer la majorité pour un changement de cap de notre pays. Bien que ce « mouvement en formation » ne soit pas exempt de contradictions, il a affronté avec succès l'influence que les discours conservateurs exercent sur une partie du peuple. La réponse à la précarité présentée comme « inévitable » a été donnée dans la rue, à grande échelle.

7.5. Les syndicats et la gauche doivent apprendre de la capacité inventive et de la dynamique démocratique révélées dans les manifestations du 12 mars. En particulier, les syndicats doivent donner la parole aux multiples facettes de la précarité au travail. Cette perspective ne s'oppose pas, mais au contraire s'insère dans la dynamique de lutte sociale qui a connu lors de la grève générale du 24 novembre un point culminant en défense des salaires et des pensions.

7.6. Les militants du BE ont participé avec la même joie à la grève et au 12 mars, parce que les revendications sont justes et parce que notre conception de la démocratie est combative, participative et émancipatrice. La formation d'alliances sociales qui polarisent à gauche les choix politiques trouve sa validité sur le terrain des combats concrets, contre les coupes dans les salaires, le code du travail ou la dégradation des pensions, aussi bien que dans la lutte globale contre la récession.

7.7. Le BE défend une alliance sociale incluant les travailleurs et les petits paysans. Ces dix dernières années, un tiers des travailleurs a abandonné l'agriculture. Abandon, vieillissement et pauvreté sont les conséquences de cette décadence.

L'exode qui vide les régions de l'intérieur ne pourra être bloquée uniquement par des politiques agricoles. Sans une politique promouvant la souveraineté alimentaire et l'accès à la terre, la substitution des importations, des prix justes à la production et la protection de l'environnement, les marchés locaux et des incitations au secteur coopératif, on ne bloquera pas la désertification rurale. Le BE défend une révision de la PAC ayant pour principaux critères l'emploi, la diversification de la production et l'environnement, et défend la reprise de la pêche.

7.8. Contre la politique de rentiers des grands groupes, le BE affirme la nécessité d'une politique industrielle privilégiant les secteurs productifs. C'est la seule façon d'assurer une mutation

structurelle de l'économie portugaise, qui est la clé pour la création d'emplois qualifiés.

7.9. Le BE a donné une expression politique aux revendications du monde de la culture. La fragilisation des structures publiques de création et de diffusion culturelle aggrave le processus de perte de pluralité dans notre pays. Nous défendons les services publics pour l'accès à la culture sur tout le territoire, grâce à l'aide à la création et à la diffusion locale, au droit à profiter du patrimoine et aux instruments de médiation promouvant l'accès à la culture, à la présence des arts à l'école, ou grâce à l'extension du service public de radio et de télévision, en refusant la concentration des moyens de communication ou la privatisation de la RTP (9).

7.10. Le BE propose une réforme de la justice, service public essentiel qui doit rendre effectif l'accès des citoyens, améliorer la justice du travail et la garantie de reconnaissance, en temps utile, des droits de tous, y compris la création d'un régime de Défenseur public dans le processus pénal.

8. Une politique de gauche pour un gouvernement de gauche

8.1. Le BE interviendra dans le combat contre la récession avec une alternative concrète qui démontre la manière dont doit agir un gouvernement qui refuse l'horreur économique. Cette réponse est basée sur les priorités suivantes :

- ▶ 1) Un plan d'urgence de création d'emplois dans l'extension des services et dans l'investissement public, dans la réhabilitation urbaine, dans les réseaux de transports de proximité, dans l'aide au troisième âge, dans un programme de reconversion, de conservation et d'efficacité énergétique nationale, avec l'intégration des divers types de contrats de travail précaire.
- ▶ 2) Combattre le déficit budgétaire par une réforme fiscale profonde : un impôt sur le patrimoine et les grandes fortunes, la fin des bénéfices injustifiés, la mise à contribution des banques, la fin des offshores, l'impôt sur les plus-values immobilières.
- ▶ 3) Action de la Banque publique pour financer l'investissement et contrôler les taux qui étranglent la création d'emplois et la production.
- ▶ 4) Refonder la sécurité sociale publique : élargir le financement, convergence des pensions les plus basses, institution du paiement unique contractuel pour les prestations non contributives ; création d'un complément pour la population rurale pauvre à partir de 50 ans.
- ▶ 5) Augmenter la production alimentaire, rénover les pêches, promouvoir des contrats plus justes entre agriculteurs et distribution, création de la banque des terres et défense d'un régime de financement à long terme pour sauver les exploitations agricoles, axé sur l'exécution du ProDeR (10) et la reconversion des unités.
- ▶ 6) Contre la corruption, accès fiscal aux comptes bancaires et sanction de l'enrichissement injustifié.
- ▶ 7) Service national de santé et école publique comme garants de la démocratie.

8.2. Le BE défend une politique pour vaincre la récession et donner corps à une gouvernance de gauche. Le BE est tout à fait clair sur les politiques à mener : il n'y aura une nouvelle majorité pour une politique de gauche que si l'on rompt avec la politique d'austérité au nom de la justice économique.

Le BE ne fera jamais partie d'une majorité qui défendrait la réduction des salaires, la privatisation des services publics et d'entreprises stratégiques pour l'économie. Nous entrons dans le combat électoral au nom d'une politique socialiste pour l'emploi et pour le paiement de la dette sociale à l'égard des pauvres, pour combattre le chantage financier et la récession.

8.3. Dans toute son activité, le BE a cherché la convergence avec des secteurs politiques engagés sur des positions anti-libérales. Notre soutien à la candidature de Manuel Alegre (11) obéissait à

cette politique unitaire, qui rompt avec des traditions sectaires. Nous avons encore besoin de la même culture unitaire de dialogue, de mouvement et de lutte avec toutes les convergences contre les politiques récessives.

9. Le BE pour toutes les luttes

9.1. Le BE est la gauche populaire qui, engagée dans le militantisme social, lutte pour le socialisme, qui est un programme et un mouvement d'émancipation. C'est ce combat qui est le plus difficile : répondre à la crise de civilisation et à la politique du FMI, en reconstruisant les mouvements sociaux. De ce combat pour l'hégémonie dépend l'avancée vers la solution de la crise de direction de la gauche et de notre pays.

9.2. Le BE représente aujourd'hui des centaines de milliers de jeunes, de travailleurs et de retraités et a pour objectif d'être un parti de masses pour la lutte émancipatrice de tous ceux qui sont exploités et opprimés dans la société capitaliste. Mais, pour la construction du BE en tant qu'alternative politique pour tous ceux qui veulent combattre le chômage, la précarité, l'exploitation capitaliste et l'oppression, il est fondamental de mobiliser beaucoup plus de travailleurs effectifs et précaires, de jeunes, d'immigrés, de militantes féministes, LGBT et autres.

9.3. Le BE est limité du point de vue organisationnel et politique : la représentativité des organes locaux est inégale, l'intervention dans la jeunesse est loin d'occuper l'espace d'influence du BE, notre action est encore insuffisante dans les mouvements sociaux et la création d'une nouvelle culture d'idées mobilisatrices à gauche en est à ses débuts — alors qu'elle est décisive pour le succès ou l'échec du projet socialiste dont le BE est le porteur.

9.4. Depuis sa dernière Convention, le BE a grandi, a renforcé son intervention nationale et s'est présenté à trois élections, obtenant 11 % (européennes), 10 % (législatives), mais entre 3,1 % et 4,3 % (élections locales), en deçà des objectifs. Ces dernières ont renforcé l'action des organisations locales, mais ce travail en est encore à ses débuts et exige une réflexion profonde, y compris du fait que l'intervention locale est très polarisée par l'intervention sur les collectivités locales.

9.5. Refusant la tradition qui impose des courroies de transmission aux mouvements sociaux, le BE stimule la participation politique de ceux qui constituent des réseaux d'intervention sociale, déterminants pour son élargissement en tant que parti de masses. Et cela exige plus d'organisation dans les luttes politiques et sociales. Cela exige que plus de militants se portent candidats aux directions syndicales, aux charges de délégués ou aux commissions de travailleurs. Cela exige que les militants d'une entreprise ou d'un secteur se rencontrent pour choisir les meilleures formes d'action collective. Cela exige que les militants des mouvements sociaux réfléchissent sur leur action et, au sein du parti, sur leur expérience et leur coordination. Le BE respecte l'autonomie des militants dans les mouvements sociaux et veut apprendre avec eux.

- 9.5.1. Les jeunes étudiants doivent étendre leur action à plus d'établissements dans le pays, et organiser une Conférence nationale.

- 9.5.2. Les organisations locales du BE doivent soutenir la formation de groupes de travail pour produire des réflexions, un débat interne et la participation aux mouvements féministes et autres.

- 9.5.3. Le BE doit être attentif aux situations les plus importantes pour le combat internationaliste, comme en Palestine et au Moyen-Orient, mais aussi dans le monde arabe, l'Amérique latine ou l'Afrique, en soutenant les structures de solidarité permanente. Au niveau local, il faut faire des actions de mobilisation pour répondre aux tâches immédiates de la solidarité.

- 9.5.4. À la coordination nationale du secteur du travail doivent correspondre des structures locales qui promeuvent la participation et la réflexion des militants du monde du travail, pour mettre en œuvre l'auto-organisation capable de réunir précaires et non-précaires sur des plates-formes de mobilisation.

● 9.5.5. Les conférences nationales thématiques continueront à être un instrument de débat et de création de politiques. Le BE a besoin de plus de débat interne sur ses choix.

9.6. Pour avancer, le BE doit rassembler les protagonistes de la lutte sociale. Mais, à cette fin, il a besoin d'avoir plus d'action locale, grâce à ses élus, aux collectifs municipaux et régionaux, de son intervention en direction des jeunes et il promeut des plans d'action locale des organisations régionales et municipales, qui décident de leurs priorités et de l'action de leurs élus locaux.

9.7. Le BE s'est engagé depuis sa fondation dans une nouvelle culture d'organisation, qui est une question de politique, d'action et de communication. Nous ne reproduisons pas des modèles autoritaires assis sur une direction qui contrôle et subordonne chaque pas de ses militants, de même que nous refusons le modèle du parti amorphe sous la direction effective de l'élite au pouvoir. Mais nous savons que cette nouvelle culture de fonctionnement n'est pas une question de statuts, mais de praxis, et que nous sommes en-deçà des besoins et de ce que nous voulons.

C'est avec un mouvement de milliers de militants et de dirigeants, capables d'animer une campagne, de se présenter à une élection, d'organiser à une lutte sociale, de présenter un projet politique, de stimuler une direction collective à tous les niveaux, c'est seulement avec une telle force qu'il sera possible de construire un parti de masses.

9.8. En créant des moyens de communication et de culture, le BE combat l'idéologie dominante, en cherchant à faire bien plus que transmettre des informations et des idées ignorées : il veut transformer les gens en protagonistes.

Le BE a apporté une nouvelle force à gauche, il a ouvert de nouveaux débats, il a modifié la carte politique. Le BE a été énergie et imagination. Mais il a été surtout l'engagement militant de ses membres là où il y a des difficultés, de l'insécurité sociale, des risques et des menaces contre le travail, des oppressions qui perdurent.

Le BE est et sera la gauche de confiance. ■